

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2017)

Heft: 2168

Artikel: Identité électronique, données personnelles numériques : pas de confiance sans transparence : entre les inégalités d'accès au réseau et la fermeture des systèmes de gestion, l'internet ne brille pas par sa transparence

Autor: Viallon, François-Xavier

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014324>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

6,11 en 2014 alors que le score pour l'appartenance cantonale est de 6,01 à cette même date.

Les Tessinois se sentent de plus en plus Suisses et même davantage Helvètes que Tessinois.

Le Tessin est le seul canton qui se caractérise par une insularité géographique, linguistique, médiatique et politique. Après la formidable

expansion des années 50 à 70, le canton a très mal vécu la crise du début des années 90. Il n'est pas une victime de la mondialisation, mais s'est découvert vulnérable avec un sentiment de moindre protection de la part de la Confédération.

La Ligue des Tessinois a été fondée en 1991. Cette Lega populiste, regardée avec dédain par les autres Confédérés, est aujourd'hui le

principal parti du canton avec deux représentants au Conseil d'Etat. La libre circulation a accentué le mal-être du canton, mélange de repli sur soi et d'attentes vis-à-vis de l'Etat fédéral.

Les analyses de Mazzoleni sont fines et précises et ne peuvent qu'intéresser tous ceux pour qui la Suisse ne se résume pas à l'axe Genève - Saint-Gall et à la mythologie du Gothard.

Identité électronique, données personnelles numériques: pas de confiance sans transparence

Entre les inégalités d'accès au réseau et la fermeture des systèmes de gestion, l'internet ne brille pas par sa transparence

François-Xavier Viallon - 06 juin 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31624>

L'abondance d'information accentuée par la généralisation du numérique n'en finit pas de surprendre les usagers et de bouleverser les métiers.

Les *smartphones* - 95 abonnements mobiles haut débit pour 100 habitants en moyenne dans les pays membres de l'[OCDE](#) - ont contribué à l'émergence d'une économie cherchant à capter l'attention du consommateur.

Par le biais de son corollaire, la publicité, les producteurs cherchent à écouler leurs biens ou services, et les intermédiaires à capter un revenu et des données sur les consommateurs par la création

de plateformes de «*partage*» mettant en relation les utilisateurs.

Des données personnelles sans protection

L'avènement du *big data* et la capacité de traiter les volumes de données générés par cette économie ont transformé les consommateurs connectés en produits de leurs propres envies, autant consommateurs que politiques: au-delà du ciblage pour votre prochain achat de chaussures, ce sont les votes, par exemple lors des élections américaines, qui sont l'objet de millions de [publicités formatées](#) d'après le profil socio-psychologique de chaque

électrice et électeur visés.

La collecte effrénée de données et la surveillance de masse vont de pair, comme Edward Snowden l'a révélé il y a déjà quatre ans. Pourtant, la plupart d'entre nous continuent d'utiliser l'application Facebook, qui peut [activer à tout moment](#) le micro et la caméra de votre téléphone.

Les révisions en cours des lois de l'UE et de la Suisse sur la protection des données ont pour objectif d'améliorer la protection des utilisateurs. Mais leurs effets risquent d'être limités, car les programmes et systèmes d'extraction de données se

placent généralement sous une juridiction étrangère, plus laxiste. Or, l'internet ne connaît pas de frontière, hormis celle de la déconnexion résultant de la censure exercée par le pouvoir ou due au manque d'infrastructures dont souffre [plus de la moitié](#) de la population mondiale.

Quelle est la crédibilité des acteurs du numérique?

Dès lors, le scepticisme ambiant face aux moyens d'identification électroniques – SuisseID des CFF et de La Poste, «*passpartout*» d'UBS, de Credit Suisse et de Swisscom -, élaborés et mis en œuvre en l'absence de choix et de prise en compte de l'avis des utilisateurs (voir le passage au [SwissPass](#)), semble justifié: quelle est la transparence, et donc la crédibilité de ces opérateurs aux tâches respectives si diverses? Quels motifs justifient ce changement? Ces opérateurs, tout comme les géants du Net amassant des données, ne le savent sans doute pas toujours eux-mêmes. Mais en attendant, ils accumulent et surveillent nos trajets, nos dépenses, nos *hobbies* et nos *lubies*.

Comme le soulignait le préposé à la protection des données du canton de Zurich, Bruno Baeriswyl dans un article paru sur [Infosperber](#), la pluralité des

moyens d'identification est garante de notre vie privée. Sans possibilité de choisir de les dissocier ou de les combiner, et sans la transparence du code informatique gérant ces moyens d'identification et les données qu'ils traitent, seule la crédibilité de l'entreprise fait foi. Or, celle des géants du Net est pour le moins sujette à caution.

Quelques rappels: la compagnie aérienne Swiss a fait [profiler les clients](#) de sa carte de crédit Miles&More à l'étranger pour échapper à la loi fédérale sur la protection des données, les caisses maladie telles la CSS et l'AOK allemande vous encouragent à porter des bracelets électroniques leur communiquant votre rythme cardiaque et la qualité de votre sommeil. Plus récemment, le National Health Service britannique a servi à Google [les dossiers des patients](#) d'un hôpital entier sur un plateau.

Le logiciel libre pour plus de transparence

Dès lors, une condition nécessaire en vue du respect de la vie privée est la transparence du programme, soit la publicité de son code source. Sans cette transparence, il n'est pas possible de définir ou de

vérifier quelles données sont collectées, comment elles sont traitées et où elles sont stockées, ni de proposer des modifications au programme existant. L'[avant-projet de loi](#) sur les moyens d'identification électronique reconnus (e-ID) se limite à accréditer les fournisseurs d'identité pour certifier les e-ID, légitimant les solutions définies et imposées par les acteurs dominants. La loi ne devrait-elle pas aussi imposer la publicité du code source du processus d'authentification et des opérations de traitement des données en aval et en amont?

La propriété du code vise à protéger les droits d'auteur et le droit des affaires, mais il est temps de reconnaître que ces droits ne devraient pas s'appliquer partout, en tout cas pas aux outils permettant aux citoyens d'exercer leurs [libertés fondamentales](#).

A cet égard, la Confédération est sur le point de [publier le code source](#) du système de vote électronique, désormais abouti et sur le point d'être généralisé. Une première mondiale qui représente une avancée majeure pour l'avenir d'un processus clé de la démocratie. Et la Suisse peut être fière de vouloir le partager avec chaque Etat ou organisation souhaitant le réutiliser.